

Mais qu'arrive-t-il

Le prix du lait est-il devenu fou? Les producteurs de lait de vache peuvent légitimement se poser la question. Le prix du lait payé aux producteurs a connu en moins de deux ans une variation de près de 50 %. Après une quasi pénurie de lait fin 2007, c'est la surproduction qui marque la fin d'année 2008. Les marchés des cotations des produits laitiers industriels font le yo-yo depuis 3 ans. Le prix du lait repart à la baisse en ce début d'année 2009...

La filière laitière française vit donc une période troublée, voire une véritable crise. Si tout le monde le ressent, il est parfois difficile de l'expliquer. La Volonté Paysanne tente en quelques questions d'y voir plus clair.

Comment les entreprises estiment-elles le «juste» prix de base ?

Les industriels laitiers ont annoncé courant mai le prix du lait du mois d'avril : il oscille, selon les entreprises, entre 201 et 220 euros les 1000 litres, soit une baisse de 30 à 40 % par rapport au premier trimestre 2009. Pourquoi les entreprises considèrent-elles ce prix de base comme le juste prix du lait pour cette période ? Quelques éléments de réponse.

Les entreprises laitières s'appuient principalement sur 3 indicateurs pour fixer leur «juste prix» de base du lait.

Premier indicateur, les cotations sur les marchés mondiaux des produits industriels tirés du lait (beurre non conditionné et poudre de lait) sont d'abord observées avec minutie. Pour le premier trimestre 2009 la valorisation d'un litre de lait en beurre et poudre est tombée à 175 euros/1000 litres, soit 140 euros en-dessous du prix de base payé en France. Les entreprises qui sont fortement tournées vers la production de produits industriels sont donc très sensibles à cet effondrement des cours.

COMPÉTITIVITÉ MONDIALE

Deuxième indicateur, les cotations des fromages exportés (Gouda, Emmental, Edam, Cheddar) sont aussi prises en compte car 20 % du lait collecté en France sont transformés en produits de grande consommation (PGC : laits conditionnés, yaourts et desserts, fromages, crèmes



prises considèrent ainsi qu'elles ne peuvent plus être compétitives sur les marchés mondiaux si elles achètent le lait à un prix équivalent à celui du premier trimestre 2009. Elles prônent donc «une adaptation rapide de la filière française à son environnement» par une baisse sensible du prix du lait. C'est ce qu'elles appellent la réactivité face aux marchés.

Elles argumentent d'ailleurs leur position en évoquant la baisse des exportations françaises depuis le début de l'année (-11 % sur janvier-février), conjointement à une hausse des importations de Produits de Grande Consommation étrangers (+17 % sur janvier-février).

Le lait français serait donc trop cher

ment positionnées sur ce segment de marché. D'autres le sont beaucoup moins, notamment celles qui fabriquent plus particulièrement des produits de grande consommation. La majorité des industriels laitiers français sont d'ailleurs dans ce deuxième cas de figure puisque les fabrications de produits industriels représentent moins de 30 % du lait collecté français.

Mais pour la FNPL, il manque surtout des indicateurs primordiaux que sont le coût de production du lait et la valorisation des Produits de Grande Consommation vendus en France qui représentent 50 % du lait collecté dans le pays. Enfin, la FNPL dénonce une analyse à trop court terme de la part des entreprises, fondée presque uniquement sur une observation au mois le mois, des variations de marchés.



et beurre conditionné) destinés à l'exportation. Même constat que pour les produits industriels : les marchés se sont effondrés. Le Gouda a par exemple perdu plus de 20% de sa valeur ces dernières semaines.

Le prix du lait allemand est le 3^{ème} indicateur car il reflète la concurrence européenne. Or chez nos voisins, le premier trimestre 2009 a fait baisser le prix jusqu'à 236 euros/1000 litres au mois de février contre 330 euros en France.

Ces 3 indicateurs sont donc en berne depuis la fin 2008 et pour le début de l'année 2009. Les entre-

prises sont donc favorablement positionnées sur les marchés européens et mondiaux.

Du côté des producteurs, la FNPL (Fédération Nationale des Producteurs de Lait) ne remet pas en cause cette analyse des marchés, mais la relativise par plusieurs éléments. Les représentants des producteurs expliquent d'abord que toutes les entreprises n'ont pas le même «mix-produit», comprenez les mêmes débouchés. Certaines entreprises sont en effet très touchées par la baisse des prix des produits industriels car elles sont plus large-

Pourquoi les marchés se dégradent-ils ?

Les cotations des produits laitiers industriels (beurre non conditionné et poudre de lait) sur les marchés mondiaux sont aujourd'hui à leur plus bas niveau depuis 7 ans. Les Produits de Grande Consommation destinés à l'export sont eux aussi malmenés sur les marchés.

La raison est simple : il y a depuis la fin de l'année 2008 un déséquilibre entre l'offre et la demande de lait au niveau mondial. L'augmentation des quotas décidée par la Commission européenne a en effet fait bondir la production de lait en Europe en début d'année 2008. La décision française d'accorder des prêts de quotas de fin de campagne élevés, pour notamment faire baisser les prix aux consommateurs dans un contexte de lutte pour le pouvoir d'achat, a d'ailleurs renforcé cette tendance. Les Etats-Unis et la Nouvelle-Zélande ont d'autre part eux aussi largement augmenté leur production. Mais la demande de lait s'est peu à peu affaiblie en fin d'année du fait notamment de la crise économique.

Les mécanismes de gestion des volumes arrivant sur les marchés ayant été peu à peu abandonnés en Europe, l'adéquation entre offre et demande de lait ne s'est pas faite. Il y a eu d'un coup trop de lait sur les marchés par rapport à la demande mondiale : les prix ont donc chuté.

Les entreprises, qui ne trouvaient

plus preneur pour leurs produits sur les marchés, ont donc constitué énormément de stocks, qu'elles ont encore beaucoup de mal à écouler : les prix se dégradent donc encore.



Les produits industriels et les PGC destinés à l'export représentent tout de même 50 % du lait collecté en France. Cela signifie que la moitié du lait français est soumis aux aléas des marchés mondiaux.

Les marchés laitiers, dont dépend aujourd'hui fortement le prix du lait payé aux producteurs, oscillent donc entre de fortes augmentations et de fortes baisses engendrées par des périodes de surproduction et des périodes de pénurie de lait.

Les quotas laitiers européens, dernier mécanisme de régulation des volumes de lait produits, sont d'ailleurs en passe d'être supprimés en 2015 par la Commission Européenne. Si tel est le cas, les écarts entre les fluctuations de prix, à la hausse et à la baisse, n'auraient donc pas fini de grandir...

au prix du lait ?

Pourquoi le prix du lait est-il déconnecté de la réalité des fermes laitières ?

Dans le mécanisme de fixation du prix du lait, il y a deux grandes oubliées : les charges des exploitations laitières et l'évolution des prix des Produits laitiers de Grande Consommation (PGC) vendus en France. Le constat est clair : la forte hausse du prix du lait en 2007-2008 n'a compensé que partiellement la hausse des charges des exploitations laitières. Pendant que les charges ont bondi de 15 à 20 % selon les fermes et les systèmes entre 2007 et 2008, le prix du lait a lui augmenté de 17 %. Actuellement, le prix du lait est orienté à la baisse alors que le niveau des charges reste stable dans les fermes laitières.

Le prix du lait ne suit pas le niveau des charges des fermes pour une raison simple : jamais les discussions sur le prix du lait n'ont pris les charges pour indicateur.

Autre oubli des entreprises : la prise en compte des Produits de Grande Consommation. 50 % du lait collecté en France sert pourtant à la fabrication de yaourts, fromages et desserts vendus en France. Ces produits représentent pour les entreprises des niveaux de marges très intéressants et généralement bien supérieurs au lait de consommation ou aux produits industriels.

Mais l'évolution du prix de ces produits n'a encore été prise en compte que partiellement dans les discussions sur le prix du lait.

C'est comme si le lait bien valorisé ne pouvait bénéficier qu'aux industriels et aux grandes surfaces, la rémunération des producteurs n'étant calculée que sur les produits qui «rapportent moins».

On voit donc bien pourquoi la manière dont est fixé le prix du lait ne satisfait pas du tout les représentants des producteurs. La FNPL a d'ailleurs officiellement proposé à l'interprofession en ce début d'année de prendre en compte la réalité



des PGC ainsi que l'excès de charges des exploitations dans les discussions sur le prix. La pertinence d'une fixation du prix trimestre par trimestre est aussi remise en question. Les retournements de situation tous les 3 mois sont en effet incompatibles avec la production de lait qui nécessite au moins une vision à

moyen terme. Afin de donner davantage de visibilité aux producteurs, la FNPL souhaiterait ainsi voir un prix moyen être dessiné sur l'année.

D'une manière générale, les représentants des producteurs veulent que le mécanisme de fixation du prix soit



plus

davantage connecté à la réalité des exploitations laitières.

Extraits du dossier rédigé par Alexandre CAYRAC (Volonté Paysanne de l'Aveyron)

La parole à Henri Brichart, président de la FNPL : «Il n'y a pas de fatalité»

Pourquoi, selon vous, la filière laitière connaît-elle une crise aussi importante ?

La responsabilité de cette situation incombe essentiellement aux gouvernements européens qui ont vidé de sa substance une politique laitière qui avait pourtant permis à une filière de se construire et de créer de la valeur ajoutée.



Quels sont aujourd'hui les messages de la FNPL ?

Dans ce contexte, la FNPL tient à interpeller :

- Les pouvoirs publics français pour leur rappeler que le secteur laitier ne peut fonctionner sans régulation. Leur rappeler également que renforcer le pouvoir de la grande distribution est contre productif, y compris pour le pouvoir d'achat des consommateurs. Leur rappeler enfin l'aberration de l'application aveugle des règles de la concurrence qui musèlent l'interprofession alors même que tout concourt à son nécessaire renforcement.

- Un certain nombre d'entreprises qui ont le marché comme seule vision d'avenir et qui considèrent les producteurs comme la seule variable d'ajustement.

- La grande distribution qui ne cesse de faire pression sur une filière au bout de laquelle se trouvent les éleveurs.

Que propose la FNPL pour sortir de cette situation ?

Pour la FNPL, il n'y a pas de fatalité et elle propose un plan d'actions en 6 points :

- Négocier un prix du lait annuel entre producteurs et transformateurs, en tenant compte de la situation économique des différents partenaires.

- Travailler dès maintenant à un nouveau relationnel entre producteurs et entreprises où les discussions devront porter à la fois sur le prix et les volumes.

- Réorganiser l'amont de la filière en permettant aux producteurs de ne pas devenir concurrents entre eux et en leur donnant les moyens d'une relation équilibrée avec les entreprises.

- Travailler à un logo liant les produits laitiers à l'origine de la matière première permettant ainsi aux consommateurs de responsabiliser leurs achats.

- Solliciter les pouvoirs publics français pour un accompagnement financier afin de nous permettre de tenir durant la crise, mais aussi afin de poursuivre la modernisation de nos exploitations.

- Responsabiliser les politiques de l'Union Européenne pour maintenir un système de régulation notamment en consolidant l'intervention.

